



Soisy
SOUS-MONTMORENCY

Service technique
CL/AF

N° 176 / 2025

ARRETE DU MAIRE

PRIS LE 14 MAI 2025

OBJET : Renouvellement réseau gaz – avenues Kellermann, Victor Hugo, Chateaubriand, Sainte Barbe.

Le Maire de Soisy-sous-Montmorency,
Vice-président délégué du Conseil départemental du Val d'Oise,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-24, L2212-1, L2213-1 et suivants,

VU le code de la route en vigueur et notamment les articles R411-1 et suivants, R417-10,

VU l'article R610-5 du Code Pénal,

VU les décrets 2001-250 et 2001-251 du 22 mars 2001 modifiant le code de la route,

VU l'arrêté interministériel du 16 mai 2001 portant modification de l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

CONSIDERANT la demande de la société SPAC 4 chemin de la Vallée Yart 78640 Saint-Germain-de-la-Grange concernant le renouvellement du réseau gaz avenues Kellermann, Victor Hugo, Chateaubriand et Sainte Barbe, pour le compte de GRDF.

CONSIDERANT la nécessité d'autoriser la circulation des poids lourds de plus de 3.5 tonnes pour le compte de la société SPAC, sur les voies de la commune,

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité, ainsi que de bonnes conditions de circulation et de stationnement.

ARRETE

Article 1 : Du 15 mai au 15 juillet 2025, la société SPAC est autorisée à procéder au renouvellement du réseau gaz avenues Kellermann, Victor Hugo, Chateaubriand et Sainte Barbe.

Article 2 : Du 15 mai au 15 juillet 2025, les camions de plus de 3.5 tonnes intervenant pour le compte de la société SPAC pourront exceptionnellement circuler sur les voies de la commune.

Article 3 : Avenue Chateaubriand (du n°1 au n°44), le stationnement sera interdit et selon l'avancement du chantier.

Article 4 : A partir du 71 avenue Kellermann, la circulation sera restreinte et un alternat par homme trafic ou par feux tricolores sera mis en place.

Article 5 : Avenue Sainte Barbe (du n°28bis au n°38), la voie sera interdite à la circulation sauf riverains. Une déviation sera mise en place par l'entreprise.

Article 6 Les trottoirs devront rester accessibles aux piétons et aux personnes à mobilité réduite. Dans le cas où la circulation des piétons ne pourrait être maintenue sur le trottoir, celle-ci sera reportée sur le trottoir opposé aux travaux, une déviation adaptée devra être mise en place. Des tôles et ponts lourds seront mis en place.

Article 7 : L'entreprise devra utiliser des véhicules équipés de signalisation pour les chantiers mobiles ainsi que des équipements individuels de protection pour les agents travaillant sur la voie publique, lors des travaux et selon les normes en vigueur.

Article 8 : Les horaires de chantier seront adaptés au trafic routier ; les travaux s'effectueront de 9h00 à 16h00.

Article 9 : Les fouilles sous chaussée seront refermées avec des enrobés à froid sur les tranchées en attendant la réfection définitive. Les fouilles sous trottoir seront balisées et un cheminement piéton protégé sera mis place et assuré en toutes circonstances et une déviation pourra être mise en place le cas échéant, en accord avec les services municipaux.

Article 10 : Les enrobés seront repris en pleine largeur, en respectant le coloris initial. Les arrêtes devront être droites, saillantes, parallèles (pas de ciseaux) et ne devront pas créer de surépaisseur ni de cuvette.

Article 11 : En référence au décret n°2018-899 du 22 octobre 2018, tout intervenant sur le domaine public a l'obligation de détenir l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR).

Article 12 : La réfection de la voirie devra respecter le Guide de Terrassement des Routes (NF P 98-331) et (NF P 98-340/CN).

Article 13 : La protection et la circulation des piétons et des personnes à mobilité réduite, la signalisation conforme au code de la route et son entretien, nécessaires à la mise en œuvre de ces dispositions, l'affichage du présent arrêté sur le chantier, seront effectués par la société SPAC sous le contrôle des services techniques municipaux.

Article 14 : Des panneaux d'information de chantier seront mis sur place par l'entreprise chargée des travaux, avant tout commencement des travaux. Pour chaque chantier, le lieu, la nature, la date de début des travaux ainsi que la durée prévisible seront affichés sur place conjointement au présent arrêté.

Article 15 : L'entreprise aura à sa charge la mise en œuvre et le maintien en état de la signalisation réglementaire et prendra les mesures nécessaires afin de laisser le domaine public propre durant la période du chantier.

Article 16 : Dans le cas où il serait constaté un manquement au niveau de la sécurité par la commune, celle-ci pourra faire arrêter le chantier immédiatement, dans l'attente d'une remise en conformité du chantier.

Article 17 : La société reste responsable des accidents et dommages susceptibles de se produire aux abords et sur le chantier. Toute dégradation du domaine public (trottoir, chaussée, mobilier urbain et autres) sera prise en compte par la société.

Article 18 : Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur et les véhicules en stationnement gênant seront mis en fourrière aux frais et risques des contrevenants

Article 19 : La directrice des services techniques, le commissaire de police de la circonscription de Montmorency- Enghien-les-Bains, le responsable de la police municipale de Soisy-sous-Montmorency, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à la société SPAC 4 chemin de la Vallée Yart 78640 Saint-Germain-de-la-Grange et notifié à GRDF.

François ABOUT

Conseiller municipal
Délégué aux travaux



Transmis en Sous-Préfecture de Sarcelles le :

Mis en ligne et/ou notifié le : **14 MAI 2025**

Acte rendu exécutoire en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT. Le **14 MAI 2025**

La présente décision administrative peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans le délai de deux mois à compter de sa notification.